LES FICHES ARGUMENTAIRES



JE RÉPONDS À

Nous voulons une Europe des coopérations libres entre nations souveraines, pas l'Union européenne de Bruxelles.

L'Union européenne coûte des milliards par an à la France et elle ne reçoit pas autant de fonds. La France est contributeur net au budget de l'Union européenne. L'argent des Français est gaspillé et servirait mieux à financer les besoins des Français.

Les élections européennes sont un match Macron/ Attal vs Bardella/Le Pen qui prépare l'élection présidentielle 2027. Le parti qui arrivera en tête aux européennes sera aussi le parti favori pour l'élection présidentielle.

Les Français ont rejeté le Traité constitutionnel européen par référendum en 2005 (55% de voix contre). Ce vote a été trahi par les élites, car remplacé par le Traité de Lisbonne adopté sans référendum. "Forfaiture démocratique"

Le saut fédéral européen (rapport Verhofstadt), c'est un coup d'Etat fédéral pour réduire la souveraineté nationale à néant. C'est la mort de la France souveraine et la création d'un super-Etat européen. Le triomphe de la bureaucratie bruxelloise contre le peuple français.

L'Union européenne, c'est le cheval de Troie des Américains. L'Allemagne et les pays de l'Est sont soumis à l'OTAN. Préservons la voix singulière de la France dans le monde.

L'Europe nous impose trop de normes. Nos agriculteurs souffrent des normes environnementales imposées par Bruxelles.

PAGE 1 SUR 2



LES FICHES ARGUMENTAIRES



JE RÉPONDS À

Il faut sortir du marché européen de l'électricité, car il fait payer l'électricité plus chère aux Français, alors que les coûts de la production électrique française, forte de son parc nucléaire, sont bas.

L'Europe s'assoie sur le consentement des peuples quant aux élargissements. La Commission négocie avec les Balkans occidentaux, la Moldavie, l'Ukraine et même avec la Turquie.

L'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne va provoquer une déstabilisation générale de l'Union et ouvrir la porte à une concurrence déloyale pour nos agriculteurs et nos travailleurs.

L'élection européenne opposera au fond le camp du renoncement face au déclin, celui de la soumission à l'Europe de Macron, à celui de la puissance de la grandeur et de l'Europe des peuples.

La submersion migratoire à l'heure du Pacte pour l'asile et la migration va aggraver la déstabilisation de l'Europe, diluer notre identité et détruire notre civilisation.

PAGE 2 SUR 2



ARGUMENT

CC BY-NC-ND 4.0

« NOUS VOULONS UNE EUROPE DES COOPÉRATIONS LIBRES ENTRE NATIONS SOUVERAINES, PAS L'UNION EUROPÉENNE DE BRUXELLES. »

- Une Europe des coopérations libres, c'est en réalité une simple coopération internationale comme on peut en avoir avec les pays extra européens. C'est donc un Frexit caché car ce n'est pas une entité qui pourrait exister, surtout à l'heure de la monnaie unique et de l'espace Schengen. Cela sous-entend simplement une sortie de l'Union européenne (UE), et donc une Europe désorganisée et soumise aux soubresauts de la Russie par exemple.
- Les grandes orientations de l'UE sont prises par le Conseil qui missionne la Commission. Les traités sont décidés et ratifiés par les Etats membres.
- En bref, les États sont parties prenantes dans les organes officiels de l'UE et leur souveraineté n'est pas plus remise en cause que lors de traités internationaux.



ARGUMENT

CC BY-NC-ND 4.0

« L'UNION EUROPÉENNE COÛTE DES MILLIARDS PAR AN À LA FRANCE ET ELLE NE REÇOIT PAS AUTANT DE FONDS.

LA FRANCE EST CONTRIBUTEUR NET AU BUDGET DE L'UNION EUROPÉENNE.

L'ARGENT DES FRANÇAIS EST GASPILLÉ ET SERVIRAIT MIEUX À FINANCER LES BESOINS DES FRANÇAIS. »

PAGE 1 SUR 2

- 1 La France contribue en 2024 à hauteur de 26 milliards d'euros au budget de l'Union européenne, soit 1% de son PIB. Certes la France est contributrice nette au budget de l'Union. La contribution nette au budget ne représente que 88 euros par an et par Français.
- 2 En retour, la France a touché directement l'équivalent de 403 euros par habitant sur la période 2014-2020 au titre des fonds structurels et d'investissement (FESI) européens. L'Union européenne verse par exemple 9 milliards d'euros chaque année à nos agriculteurs au travers de la Politique Agricole Commune (PAC), ce qui permet à la France de rester une grande puissance agricole dans le monde. Autre exemple, dans le cadre du plan de relance Next Generation EU, entièrement financé par un emprunt européen commun, la France a pu bénéficier de 40 milliards d'euros pour la relance de son économie après la pandémie mondiale de Covid-19.
- Les Etats membres reçoivent bien plus qu'ils ne contribuent, grâce aux bénéfices qu'apporte l'Union européenne. L'Union européenne permet aux entreprises françaises d'accéder à un marché de plus de 450 millions de consommateurs, leur permet de développer leurs produits, de les exporter facilement, de gagner des marchés et des contrats dans toute l'Union. L'Union européenne reste la première puissance commerciale du monde. La Grande-Bretagne s'est retrouvée en difficulté de recrutement et financière lorsqu'elle a dû embaucher des centaines de fonctionnaires pour assurer des missions qui étaient assurées jusqu'alors au niveau européen.

SUITE SUR LA PAGE 2

ARGUMENT

CC BY-NC-ND 4.0

« L'UNION EUROPÉENNE COÛTE DES MILLIARDS PAR AN À LA FRANCE ET ELLE NE REÇOIT PAS AUTANT DE FONDS.

LA FRANCE EST CONTRIBUTEUR NET AU BUDGET DE L'UNION EUROPÉENNE.

L'ARGENT DES FRANÇAIS EST GASPILLÉ ET SERVIRAIT MIEUX À FINANCER LES BESOINS DES FRANÇAIS. »

PAGE 2 SUR 2

Contribuer au budget européen permet de réaliser des investissements qu'aucun pays ne pourrait faire tout seul, notamment dans le domaine de la recherche. L'Union européenne finance par exemple la recherche spatiale et le déploiement d'une constellation de satellites européens qu'aucun pays européen n'aurait pu développer seul, ou encore soutient le projet de recherche ITER sur la fusion nucléaire.



ARGUMENT

CC BY-NC-ND 4.0

« LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES SONT UN MATCH MACRON/ATTAL VS BARDELLA/LE PEN QUI PRÉPARE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2027.

LE PARTI QUI ARRIVERA EN TÊTE AUX EUROPÉENNES SERA AUSSI LE PARTI FAVORI POUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE. »

- Les élections européennes ne sont pas une élection de mimandat. Elles n'auront pas d'impact sur la composition du gouvernement ou de l'Assemblée nationale.
- Les élections européennes offrent l'opportunité de choisir nos représentants au Parlement européen. C'est une élection à la proportionnelle à un tour, toutes les sensibilités politiques peuvent donc y être représentées en obtenant des parlementaires (si les listes candidates dépassent les 5% des suffrages). Ce n'est pas uniquement les deux grands courants politiques français que sont la majorité présidentielle ou le Rassemblement national qui auront des élus et remporteront la mise. Chaque voix compte, pas besoin de calcul politicien, tout le monde peut voter pour des listes candidates proches de ses convictions.
- Etats membres pour désigner les députés européens qui représenteront les 450 millions de citoyens européens pendant 5 ans au Parlement européen. Les enjeux majeurs de ces élections européennes sont donc européens, et pas nationaux. Les deux plus grands groupes politiques au Parlement européen sont ceux de la droite européenne et des sociaux-démocrates au Parlement européen: les deux partis donnés en tête dans les sondages en France, la majorité présidentielle et le Rassemblement national (RN), ne font pas partie des deux groupes les plus importants au Parlement européen.
- Aucun potentiel candidat à l'élection présidentielle de 2027 ne se présente aux élections européennes de 2024. En 2019, lors des dernières européennes, le RN était arrivé en tête des suffrages avec 23% des suffrages, devant la liste de la majorité présidentielle avec 22% des voix. Or, en 2022, c'est Emmanuel Macron qui a remporté l'élection présidentielle face à Marine Le Pen.

ARGUMENT

CC BY-NC-ND 4.0

« LES FRANÇAIS ONT REJETÉ LE TRAITÉ CONSTITUTIONNEL EUROPÉEN PAR RÉFÉRENDUM EN 2005 (55% DES VOIX CONTRE). CE VOTE A ÉTÉ TRAHI PAR LES ÉLITES, CAR REMPLACÉ PAR LE TRAITÉ DE LISBONNE RATIFIÉ SANS RÉFÉRENDUM. C'EST UNE FORFAITURE DÉMOCRATIQUE. »

- 1 Le Traité constitutionnel européen, rejeté en 2005 par referendum par les Français et les Néerlandais, n'est jamais entré en vigueur.
- Nicolas Sarkozy avait explicitement promis dans sa campagne électorale de 2007 qu'il proposerait un traité simplifié à ses partenaires européens pour faire avancer l'Union européenne après l'échec de 2005. Il a été élu président de la République sur la base de ce programme.
- A la suite de son élection, un nouveau traité est rédigé sur la base de ses propositions: Le Traité de Lisbonne, qui a été ratifié par le parlement français, entre en vigueur en 2009. La grande majorité des traités européens et internationaux n'ont pas recours aux référendums, ce sont les Parlements qui les acceptent ou refusent.
- Depuis 2005, l'Union européenne n'a toujours pas de constitution. Le vote des Français n'a donc pas été trahi.



ARGUMENT

CC BY-NC-ND 4.0

« LE SAUT FÉDÉRAL EUROPÉEN (RAPPORT VERHOFSTADT), C'EST UN COUP D'ETAT FÉDÉRAL POUR RÉDUIRE LA SOUVERAINETÉ NATIONALE À NÉANT. C'EST LA MORT DE LA FRANCE SOUVERAINE ET LA CRÉATION D'UN SUPER-ETAT EUROPÉEN. LE TRIOMPHE DE LA BUREAUCRATIE BRUXELLOISE CONTRE LE PEUPLE FRANCAIS. »

- L'Union européenne est une union d'Etats et de citoyens librement consentie, chaque traité ayant été approuvé par les parlements ou directement par les électeurs lors de referenda dans chaque Etat membre.
- Pour coopérer dans certains domaines, nous avons transféré certaines compétences à l'Union européenne. Rien n'est imposé par des "bureaucrates", ce sont les députés européens élus et les gouvernements qui décident des lois européennes grâce au fonctionnement démocratique des institutions. La Commission européenne, nommée par les chefs d'Etat et de gouvernement et approuvée par le Parlement européen, propose les lois européennes dans ces domaines de compétences. Elles sont discutées et adoptées par le Parlement européen, qui représente tous les citoyens européens, et le Conseil, qui représente les gouvernements.
- Le rapport Verhofstadt vise à renforcer la légitimité démocratique et l'efficacité des décisions européennes, par exemple en simplifiant le fonctionnement des institutions européennes et en donnant au Parlement européen la possibilité de voter dans les derniers domaines qui échappent à sa compétence. Il veut mettre fin au droit de veto des Etats membres dans les domaines de compétences de l'Union, car certains gouvernements l'utilisent abusivement comme instrument de chantage ou de blocage (pratique anti-démocratique). Par un meilleur système institutionnel, le rapport pour demander la réforme de l'Union européenne vise donc à améliorer son fonctionnement, développer de nouvelles politiques communes et renforcer notre souveraineté européenne.

ARGUMENT

CC BY-NC-ND 4.0

« L'UNION EUROPÉENNE, C'EST LE CHEVAL DE TROIE DES AMÉRICAINS. L'ALLEMAGNE ET LES PAYS DE L'EST SONT SOUMIS À L'OTAN. PRÉSERVONS LA VOIX SINGULIÈRE DE LA FRANCE DANS LE MONDE. »

- l'Union européenne a justement été créée pour limiter l'influence américaine sur le continent européen. Alors que les Etats-Unis ont financé une partie de la reconstruction de l'Europe avec le plan Marshall, les Etats européens ont fondé la CECA pour mettre en commun et gérer en bonne intelligence les ressources dont ils disposaient, réduisant ainsi leur dépendance économique à une puissance extérieure. Aujourd'hui, nous devons continuer de renforcer notre autonomie stratégique à travers une politique alimentaire ou industrielle commune, tout comme en matière de défense.
- La France, comme la plupart des Etats de l'Union européenne, est membre de l'OTAN et intégrée à ses opérations. A ce titre, la France, qui dispose de la première armée du continent, participe à défendre les Etats européens, tout comme les Etats européens défendraient la France si elle était attaquée.
- Par ailleurs, la France, depuis le président Jacques Chirac, a inclus la défense de ses voisins européens dans ses "intérêts vitaux" pour lesquels elle emploie la dissuasion nucléaire. Ainsi, si un État de l'Union européenne était attaqué, la France pourrait employer ses missiles pour le défendre. L'Europe n'est donc pas défendue uniquement par le parapluie nucléaire américain, mais la France y contribue, faisant de l'Union européenne une puissance nucléaire.
- Il nous appartient à nous, Européens, de renforcer notre politique étrangère et de défense commune, afin de réduire notre dépendance des Etats-Unis face aux menaces qui se multiplient dans le monde. Cela doit nous permettre de mieux utiliser les moyens que nous affectons à la défense pour développer l'industrie européenne de défense, investir en commun pour la création de matériels militaires partagés, renforcer notre interopérabilité et notre coopération en interventions.

ARGUMENT

CC BY-NC-ND 4.0

« L'EUROPE NOUS IMPOSE TROP DE NORMES.

NOS AGRICULTEURS SOUFFRENT DES NORMES ENVIRONNEMENTALES IMPOSÉES PAR BRUXELLES. »

PAGE 1 SUR 2

- Nos agriculteurs produisent avec les règles les plus ambitieuses au monde. Les normes sont faites pour répondre aux attentes des citoyens de l'Union, pour protéger la santé des consommateurs, garantir les conditions d'élevage des animaux, ainsi que pour lutter contre le changement climatique et préserver l'environnement.
- Bien souvent, ce sont les États membres qui ajoutent des normes aux normes européennes en vigueur dans les 27 pays de l'Union. C'est ce qu'on appelle la "surtransposition", que le gouvernement et les parlementaires français pratiquent beaucoup. La lourdeur des normes et des procédures administratives qui s'appliquent donc à nos agriculteurs est donc aussi le fruit de la législation française.
- Pour atteindre nos objectifs européens en matière de lutte contre le réchauffement climatique et de protection de la biodiversité, les députés européens et les gouvernements nationaux ont adopté une nouvelle Politique agricole commune, qui n'est pas encore en vigueur. Elle vise à renforcer "un système alimentaire équitable, sain et respectueux de l'environnement", par exemple en réduisant les pesticides utilisés dans le secteur agricole, en assurant une meilleure rémunération pour les agriculteurs ou en développant le secteur bio.

L'EUROPE POUR POUR

SUITE SUR LA PAGE 2

ARGUMENT

CC BY-NC-ND 4.0

« L'EUROPE NOUS IMPOSE TROP DE NORMES.

NOS AGRICULTEURS SOUFFRENT DES NORMES ENVIRONNEMENTALES IMPOSÉES PAR BRUXELLES. »

PAGE 2 SUR 2

- Un accompagnement est nécessaire pour aider les agriculteurs et éleveurs à transformer leurs modes de production et d'élevage pour respecter ces normes. Certaines aides européennes sont prévues et peuvent être renforcées pour réussir la transition écologique de l'agriculture européenne.
- Les produits importés en Europe doivent être soumis aux mêmes règles que celles que respectent nos agriculteurs. C'est pourquoi, nous voulons la généralisation de clauses miroirs dans les accords de libre-échange négociés par l'Union européenne.
- 6 Bruxelles n'impose rien : aucune décision n'est prise sans le vote des 705 députés représentant les citoyens de l'Union (le Parlement européen à Strasbourg) et des 27 ministres nationaux en charge de la thématique (le Conseil de l'Union européenne) sur une proposition de la Commission européenne.



ARGUMENT

CC BY-NC-ND 4.0

« IL FAUT SORTIR DU MARCHÉ EUROPÉEN
DE L'ÉLECTRICITÉ, CAR IL FAIT PAYER
L'ÉLECTRICITÉ PLUS CHÈRE AUX
FRANÇAIS, ALORS QUE LES COÛTS
DE LA PRODUCTION ÉLECTRIQUE
FRANÇAISE, FORTE DE SON PARC
NUCLÉAIRE, SONT BAS. »

- 1 En 2023, la France est redevenue exportatrice nette d'électricité. La France ne produit pas seulement une électricité issue du nucléaire, le gaz aussi en fait partie, énergie dont les prix ont considérablement augmentés depuis la guerre en Ukraine.
- 2 Le marché européen de l'électricité permet, comme tous les marchés, de réguler le secteur de sorte à limiter les inégalités dans l'accès à l'électricité des citoyens européens. L'Union européenne n'a pas le pouvoir d'imposer aux Etats les sources d'énergie pour leur mix énergétique.
- Il faut en revanche porter une voix forte au sein de l'UE (à travers le Parlement) pour inciter nos pays voisins, et notamment l'Aallemagne, à évoluer vers une électricité décarbonée. Cela ne pourra que rendre le marché européen plus compétitif et attractif.



ARGUMENT

CC BY-NC-ND 4.0

« L'EUROPE S'ASSOIE SUR LE CONSENTEMENT DES PEUPLES QUANT AUX ÉLARGISSEMENTS. LA COMMISSION NÉGOCIE AVEC LES BALKANS OCCIDENTAUX, LA MOLDAVIE, L'UKRAINE ET MÊME AVEC LA TURQUIE.

L'ADHÉSION DE L'UKRAINE À L'UNION EUROPÉENNE VA PROVOQUER UNE DÉSTABILISATION GÉNÉRALE DE L'UNION ET OUVRIR LA PORTE À UNE CONCURRENCE DÉLOYALE POUR NOS AGRICULTEURS ET NOS TRAVAILLEURS. »

- 1 L'élargissement de l'Union européenne est soumis à l'approbation unanime des Etats membres. Il ne peut y avoir d'élargissement si chacun des Etats n'y consent. Pour qu'un élargissement soit effectif, chacun des 27 Etats membres doit ratifier la nouvelle adhésion à travers le vote de son parlement ou par référendum. La Commission européenne ne peut donc pas décider d'accueillir de nouveaux pays dans l'UE.
- Les négociations d'adhésion sont longues et très strictes, notamment pour la lutte contre la corruption et le respect des principes démocratiques, de l'état de droit et des droits fondamentaux. Des fonds d'aide européens permettront de développer son économie et de favoriser son rapprochement avec les pays de l'Union européenne. Par exemple, lorsque l'Ukraine adhérera à l'UE, son niveau de vie aura sensiblement augmenté, et ne constituera pas un risque de concurrence déloyale. L'Ukraine n'intégrera pas l'Union européenne avant plusieurs années, car il faudra attendre la fin de la guerre et la reconstruction du pays.
- Afin d'accueillir de nouveaux Etats membres au sein de l'Union européenne, plusieurs propositions de réforme pour adapter l'Union dans le but de réussir l'élargissement sont sur la table. Il s'agit d'adapter son fonctionnement institutionnel à une union à environ 35 Etats membres et ses politiques, telles que la politique de cohésion ou la politique agricole commune. Il n'est pas question de procéder à des élargissements dans l'état actuel des choses, sans anticiper les changements nécessaires à leur réussite.

Les négociations d'adhésion avec la Turquie sont suspendues depuis plusieurs années.
L'adhésion de la Turquie n'est plus à l'ordre du jour.

ARGUMENT

CC BY-NC-ND 4.0

« L'ÉLECTION EUROPÉENNE OPPOSERA AU FOND LE CAMP DU RENONCEMENT FACE AU DÉCLIN, CELUI DE LA SOUMISSION À L'EUROPE DE MACRON, À CELUI DE LA PUISSANCE DE LA GRANDEUR ET DE L'EUROPE DES PEUPLES.

REJOIGNEZ LE CAMP DES PATRIOTES QUI LUTTENT CONTRE LE DÉCLIN DE LA FRANCE. »

PAGE 1 SUR 2

- Les élections européennes sont des élections à la proportionnelle qui permettent à toutes les listes de candidats d'avoir des élus au Parlement européen si elles dépassent le score de 5%. Elles ne favorisent pas spécifiquement les deux grands partis du paysage politique français. Ce n'est donc pas un match entre le Rassemblement national et les partis de la majorité présidentielle, un match Macron/Attal vs Bardella/Le Pen.
- 2 L'Union européenne est un projet de puissance qui met en commun les forces de chaque Etat membre pour peser dans le monde face à d'autres puissances mondiales comme les Etats-Unis ou la Chine. L'Union européenne est la première puissance commerciale dans le monde, la troisième puissance économique mondiale. Elles développent des politiques et des législations dans de nombreux domaines stratégiques pour notre souveraineté : recherche et innovation, nouvelles technologies, numérique, intelligence artificielle, agriculture et alimentation, etc. Quels poids et influence dans le monde aurions-nous seul ?
- Demain, nous pourrions devenir une grande puissance diplomatique et militaire si nous parvenions à unifier nos moyens: nous dépensons 240 milliards d'euros (2022) dans la défense (2022), presque autant que la Chine et trois fois plus que la Russie, mais nous n'avons de loin pas la même efficacité et capacité de défense. Il faut faire la défense européenne!

SUITE SUR LA PAGE 2



ARGUMENT

CC BY-NC-ND 4.0

« L'ÉLECTION EUROPÉENNE OPPOSERA AU FOND LE CAMP DU RENONCEMENT FACE AU DÉCLIN, CELUI DE LA SOUMISSION À L'EUROPE DE MACRON, À CELUI DE LA PUISSANCE DE LA GRANDEUR ET DE L'EUROPE DES PEUPLES.

REJOIGNEZ LE CAMP DES PATRIOTES QUI LUTTENT CONTRE LE DÉCLIN DE LA FRANCE. »

PAGE 2 SUR 2

- Qu'est-ce qu'être "patriote" ? Si on est patriote, si on veut combattre le "déclin" de la France, alors c'est en s'engageant résolument pour que les Français gardent le contrôle de leur destin et l'exercice de leur souveraineté à travers l'Union européenne, qui protège nos valeurs et nous préserve des menaces d'un monde déstabilisé, répond aux grands défis de notre siècle et nous permet de nous maintenir au rang des grands puissances mondiales.
- 5 La Grande-Bretagne a choisi, au nom du "Take back control" (reprendre le contrôle) de quitter l'Union européenne. Résultat?
- 6 Le projet européen est avant tout un projet de paix et de valeurs sur le continent, qui a atteint son objectif atteint pour les Etats membres de l'Union européenne, puisqu'ils demeurent en paix depuis plus de soixantedix ans. Les droits fondamentaux, l'Etat de droit et la démocratie sont garantis et protégés dans nos pays.
- L'Union européenne n'est pas responsable du déclin de la France, bien au contraire! Après la Seconde Guerre mondiale, la France est en ruine et doit se reconstruire. Grâce à la Politique Agricole Commune, la France devient par exemple une grande puissance agricole et participe à l'autonomie alimentaire de l'Europe. Elle devient aussi une grande puissance industrielle grâce à la coopération européenne (Airbus, Arianespace, etc.). Si la France se maintient parmi les grandes puissances dans le monde, c'est aussi grâce à l'Union européenne et aux bénéfices qu'elle en retire.

ARGUMENT

CC BY-NC-ND 4.0

« LA SUBMERSION MIGRATOIRE À L'HEURE DU PACTE POUR L'ASILE ET LA MIGRATION VA AGGRAVER LA DÉSTABILISATION DE L'EUROPE, DILUER NOTRE IDENTITÉ ET DÉTRUIRE NOTRE CIVILISATION. »

- 1 La politique migratoire reste une compétence exclusiveprérogative des Etats membres. Ce n'est pas de la compétence de l'Union européenne. Cependant, pour préserver l'espace de libre-circulation, l'Union européenne tente de coordonner une politique d'asile et d'immigration commune en harmonisant les critères et les procédures d'asile, en renforçant les capacités de l'Agence Frontex et la solidarité entre les Etats dans la répartition des demandeurs d'asile en Europe. Il est essentiel de construire ensemble une politique d'asile et de la migration qui garantit un accueil digne des personnes migrantes et qui évitent les morts que l'on déplore en Méditerranée.
- La "submersion migratoire" est un mythe et ne correspond pas à la réalité de l'immigration en Europe. Quelques chiffres pour comprendre l'immigration en Europe. Il faut distinguer immigration légale et immigration illégale. En 2022, la seconde représentait 331 433 personnes sur un total d'environ 3,8 millions de personnes qui sont rentrées dans l'UE. En 2021, la population immigrée nette totale présente dans l'Union européenne était de 1,14 millions de personnes, soit moins de 10% de la population totale de l'Union européenne. Pour ce qui est des réfugiés, ils représentent 1,6% de la population totale de l'Union européenne, alors que l'ONU en dénombrait 36,4 millions dans le monde à la mi-2023. Les principaux motifs pour lesquels les arrivants restent en Europe sont la famille (35% des cas), l'asile (15% des cas), le travail (20% des cas), l'asile (15% des cas).
- Face à la baisse de la démographie et aux besoins de maind'œuvre en Europe, beaucoup de secteurs de l'économie
 européenne ont urgemment besoin de main-d'œuvre
 étrangère, souvent de manière ponctuelle. C'est le cas
 pour le secteur de l'agriculture par exemple, dans lequel
 les ressortissants des pays tiers représentent 2,4% des
 emplois, contre 0,7% pour les citoyens de l'UE. L'hôtellerie
 est également un exemple. En Italie, dont la cheffe du
 gouvernement Giorgia Meloni voulait fermer les frontières,
 le gouvernement a finalement reconnu avoir besoin de
 main-d'œuvre pour les récoltes. Si bien que Giorgia Meloni
 a dû signer des décrets autorisant des dizaines de
 milliers de ressortissants de pays hors UE à
 venir en Italie pour travailler, à la demande des
 syndicats agricoles.